

[Text]

What technology transfers to enhance the environment and reduce global warming has CIDA been involved in to date? Secondly, what opportunities for technology transfer does CIDA foresee in the future with regard to reductions in ozone depletion and global warming?

Ms Wetherup: The INC program is a responsive program, so basically what occurs is a Canadian company believes there is some potential joint venture in a developing country that could have some beneficial impact both to the recipient country and to the Canadian company involved. They come with a feasibility study, and we basically pay a portion of that initiative.

So far we have not had a great number of Canadian companies specializing in environmental technology coming to us, but we have had some. For instance, a company that has come to us was given some funds to try to reduce chlorofluorocarbons in some of the industries abroad. Through our participation in Globe '90, we have elicited the participation of Canadian companies specializing in environmental technology to come forward with proposals. We also have regional offices that are explaining the programs to Canadian industry and encouraging Canadian industries that have environmental technology to go and explore opportunities abroad.

Mr. Lamoureux: One of the things we must remember, as Mrs. Wetherup said, is that they are responsive programs. So we are somewhat bound by what the company comes forward with.

What we do quite regularly is, when we consider a project like this, many people are consulted, including the environment division. We go back with questions to the program manager to ask of the proponent of the project, to clarify some of the implications, or even to suggest to the program people to incorporate in the project proposal, or suggest that environmental dimensions be incorporated in the project proposal.

When and if we get projects that are related to climate change or ozone depletion, that sort of project, we are likely to be able to influence that. But it is not a proactive approach from CIDA. It is a response program, and the only way we can actually get to it is by asking questions or suggesting improvements to these projects.

Mr. O'Kurley: The next question is on ozone depletion and the Third World. Although northern countries have benefited most from the use of CFCs, scientists are increasingly apprehensive that ozone depletion will have its greatest impact in the south, threatening food supplies and economic and political stability.

• 1015

The Montreal Protocol of 1987 was signed by some 24 countries, mostly industrialized countries. Since 1987 the number of signatories has increased to over 40. However, some Third World countries such as China and India have

[Translation]

LACDI a-t-il jusqu'à présent contribué à des transferts de technologie visant à assurer la qualité de l'environnement et réduire le réchauffement de la planète? Deuxièmement, l'ACDI voit-elle pour l'avenir des possibilités de transfert de technologie relié à la lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et le réchauffement de la planète?

Mme Wetherup: Le programme de coopération industrielle est un programme que j'appellerais réactif, ce qui signifie qu'il entre en action quand une société canadienne estime qu'il existe certaines possibilités de coopération mutuellement bénéfique dans un pays en développement. La société propose alors une étude de faisabilité dont nous assumons une partie des coûts.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu beaucoup de sociétés canadiennes spécialisées dans les technologies environnementales qui se sont adressées à nous, mais il y en a quand même eu quelques-unes. Je songe ainsi à une société à qui nous avons donné des crédits concernant un projet de réduction des chlorofluorocarbures à l'étranger. Notre participation à Globe 90 a également poussé certaines sociétés canadiennes se spécialisant dans les technologies de l'environnement à nous adresser des propositions. Nous avons également des agents, dans nos bureaux régionaux, qui expliquent nos programmes aux sociétés canadiennes et qui encouragent celles qui oeuvrent dans le secteur de l'environnement à chercher des possibilités à l'étranger.

M. Lamoureux: Il ne faut pas oublier, comme M^{me} Wetherup l'a dit, que c'est un programme réactif, ce qui signifie que nous sommes tributaires de l'initiative des entreprises privées.

Quand nous examinons un projet de cette nature, nous consultons bon nombre de personnes, notamment la division de l'environnement. Nous demandons au responsable du programme d'interroger le promoteur, de clarifier les répercussions du programme, et même de recommander aux responsables d'intégrer l'aspect environnemental au projet final.

Si jamais nous recevons des projets concernant les changements climatiques ou l'épuisement de la couche d'ozone, nous pourrions être plus actifs dans ce domaine. Cela dit, je le répète, le programme en question n'est pas un programme proactif mais un programme réactif, ce qui signifie que nous ne pouvons vraiment intervenir qu'en posant des questions ou en recommandant des améliorations à certains projets.

M. O'Kurley: Ma deuxième question porte sur l'épuisement de la couche d'ozone dans le Tiers monde. Nous savons que ce sont les pays du Nord qui, plus que les autres ont tiré, profité de l'utilisation des CFC, mais les scientifiques craignent de plus en plus que ce soit les pays du Sud qui souffrent le plus de l'épuisement de la couche d'ozone, car cela menacera leurs approvisionnements alimentaires ainsi que leur stabilité économique et politique.

Le protocole de Montréal a été signé en 1987 par 24 pays, pour la plupart industrialisés. Depuis lors, le nombre de signataires est passé à 40. Toutefois, certains pays du Tiers monde, comme la Chine et l'Inde, n'acceptent pas les limites